



Conférence de
presse

12 JANVIER 2010



Conférence de presse

Sommaire

- ▶ **La CADES en 2009**
 - ▶ Rappels sur la CADES
 - ▶ Une crédibilité reconnue
 - ▶ La situation de la CADES au 31/12/2009
 - ▶ Le financement en 2009

- ▶ **La CADES en 2010**
 - ▶ La LFSS pour 2010
 - ▶ La situation de la CADES
 - ▶ Le programme pour 2010

- ▶ **Annexes**
 - ▶ La CADES : un établissement public national
 - ▶ Évolution du taux de refinancement
 - ▶ Tableau des chiffres clés
 - ▶ Organigramme de la CADES
 - ▶ Contacts



Conférence de presse

Sommaire

- ▶ **La CADES en 2009**
 - ▶ Rappels sur la CADES
 - ▶ Une crédibilité reconnue
 - ▶ La situation de la CADES au 31/12/2009
 - ▶ Le financement en 2009

- ▶ **La CADES en 2010**
 - ▶ La LFSS pour 2010
 - ▶ La situation de la CADES
 - ▶ Le programme pour 2010

- ▶ **Annexes**
 - ▶ La CADES : un établissement public national
 - ▶ Évolution du taux de refinancement
 - ▶ Tableau des chiffres clés
 - ▶ Organigramme de la CADES
 - ▶ Contacts

- ▶ Création en 1996 à l'intérieur du périmètre de l'Etat, sous la tutelle des ministres de l'économie et de la sécurité sociale d'un mécanisme simple d'amortissement de la dette sociale avec un statut d'établissement public administratif « classique »....
 - ▶ garantie de liquidité - Loi n°2001-692 du 1er août 2001
 - ▶ Accès à la liquidité de l'Etat (les BT de la CADES peuvent être achetés par l'Etat -AFT- article d'équilibre de la loi de finances)
 - ▶ garantie de solvabilité – Loi n°80-539 du 16 juillet 1980

...doté dès l'origine de deux atouts supplémentaires :

- ▶ Création d'une ressource exclusive et affectée : la CRDS (chapitre 2 de l'ordonnance n°96-50)
- ▶ Garantie de ressources (article 7 de l'ordonnance n°96-50)
 - ▶ « Si les prévisions de recettes et de dépenses annuelles de la caisse sur la durée à courir de la période pour laquelle elle a été créée font apparaître qu'elle ne serait pas en mesure de faire face à ses engagements, le Gouvernement soumet au Parlement les mesures nécessaires pour assurer le paiement du principal et des intérêts aux dates prévues. »

- ▶ Protection législative
 - ▶ Intégration claire de la CADES dans la sphère sociale PLFSS
 - ▶ Objectif annuel d'amortissement défini dans la loi de financement de la sécurité sociale depuis 2004
 - ▶ Loi de 2004 : suppression de la date de fin : la CADES fonctionnera jusqu'à extinction de ses missions.

- ▶ Protection de la ressource (Loi organique du 2 août 2005 : tout nouveau transfert de dette à la CADES est accompagné d'une augmentation des recettes, permettant de ne pas augmenter sa durée de vie)

- ▶ Accès à la liquidité de l'Etat (les billets de trésorerie de la CADES peuvent être achetés par l'Etat -AFT- article d'équilibre de la loi de finances)



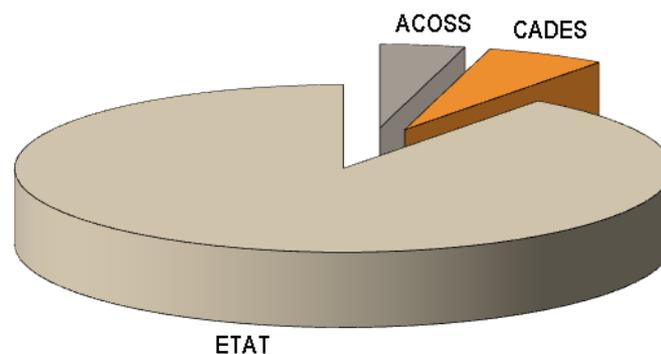
Une gestion adaptée aux spécificités de la CADES

- ▶ Organisation et gestion d'un établissement financier
- ▶ Emission d'emprunts en euros, indexés sur l'inflation, placements privés, emprunts libellés en devises (USD, CAD, AUD, GBP) qui assurent la présence d'une grande signature française sur ces marchés
- ▶ Création d'un modèle de gestion actif-passif afin d'optimiser le couple coût / volatilité
- ▶ Élimination systématique du risque de change
- ▶ Réduction sensible du risque de contrepartie par des appels de marge hebdomadaires

- Intégration dans la dette publique française au sens de Maastricht

Dette sociale : - MLT CADES : 91,9 Mds

- CT ACOSS* : < 65 Mds



- Affichage législatif coordonné depuis la création du Ministre des comptes publics

* ACOSS : Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale –

- ▶ Le Conseil d'Administration de la CADES est le point de rencontre des acteurs de la dette française
- ▶ La CADES participe au comité interministériel d'optimisation de la trésorerie des administrations publiques
- ▶ Un Comité de Surveillance composé de :
 - ▶ 4 parlementaires : J.J.Jégou, A. Vasselle, G. Bapt et P. Vitel
 - ▶ Représentants des différentes institutions de la Sécurité Sociale
- ▶ Des auditions annuelles du président de la CADES par les Commissions Parlementaires des Affaires Sociales et des Finances
- ▶ Un programme d'émission approuvé par le ministre de l'Économie



Une crédibilité reconnue

- ▶ Une notation de tout premier plan :
 - ▶ Long terme: Aaa/AAA/AAA (Moody's, S&P, FitchRatings)
 - ▶ Court terme: P-1 / A-1+ / F1+ (Moody's, S&P, Fitch Ratings)

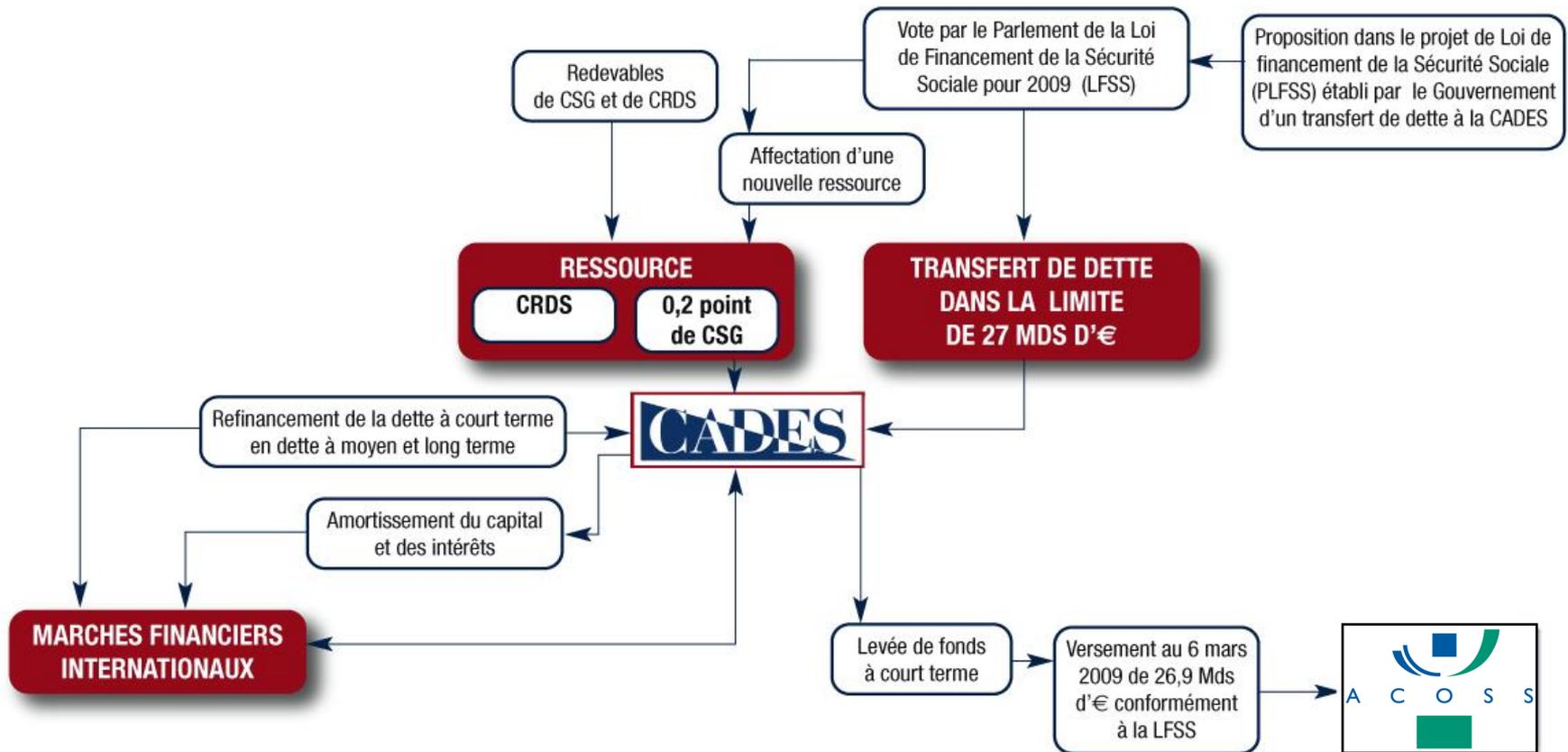
- ▶ Une pondération 0% au titre du ratio de solvabilité

- ▶ Reprise de dette dans la limite de 27 Mds € :
 - ▶ branche maladie 2007 et 2008 : 8,9 Mds €
 - ▶ branche vieillesse 2005 à 2008 : 14,1 Mds €
 - ▶ déficit cumulé du Fonds de Solidarité Vieillesse : 4 Mds €

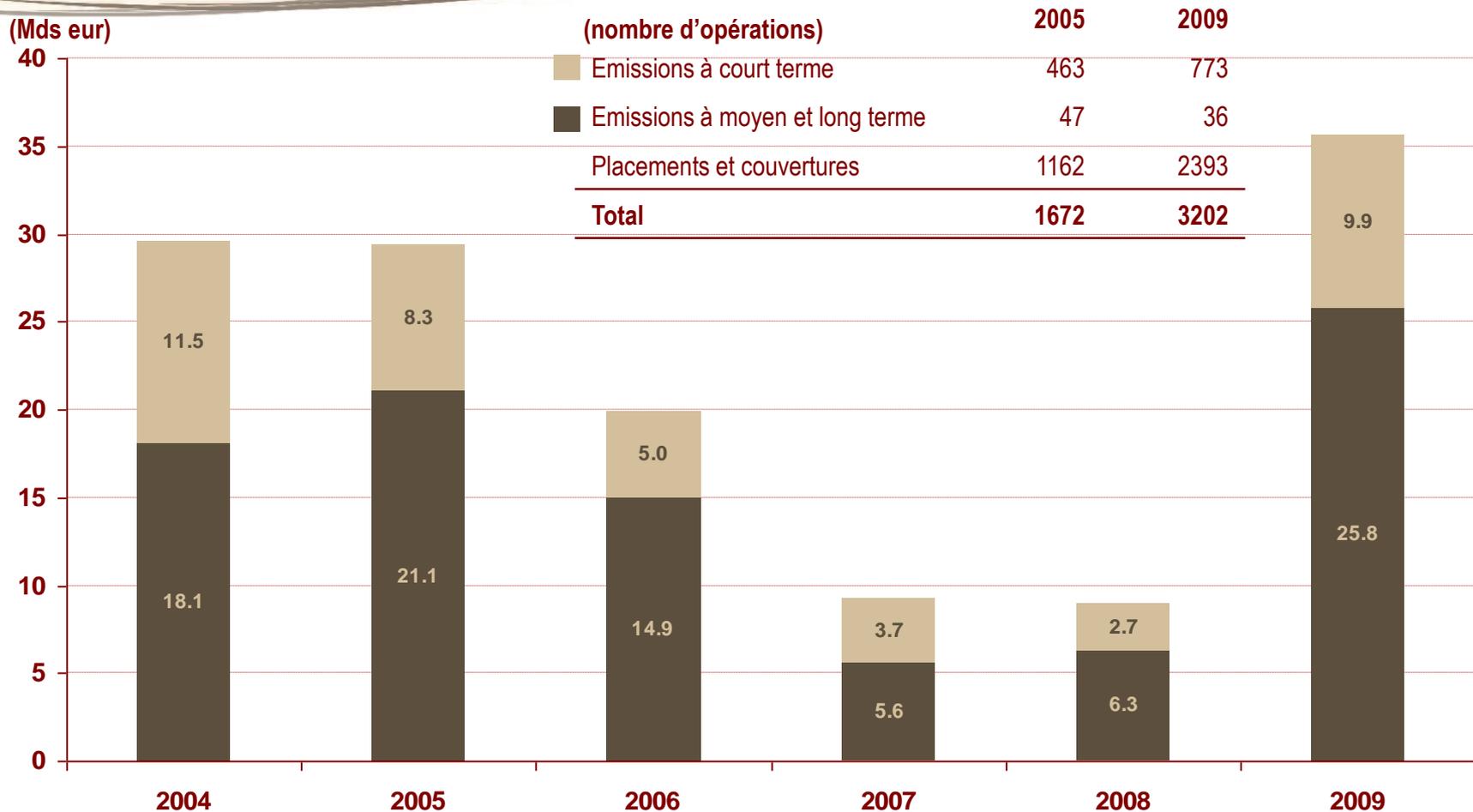
- ▶ 3 versements successifs à l'ACOSS par tranches de 10 Mds €, 10Mds € et 7 Mds € : décret 2008-1375 du 19 décembre 2008

- ▶ Ressource supplémentaire de 0,2 point de CSG : 2,2 Mds € en 2009

Processus de reprise de dette par la CADES



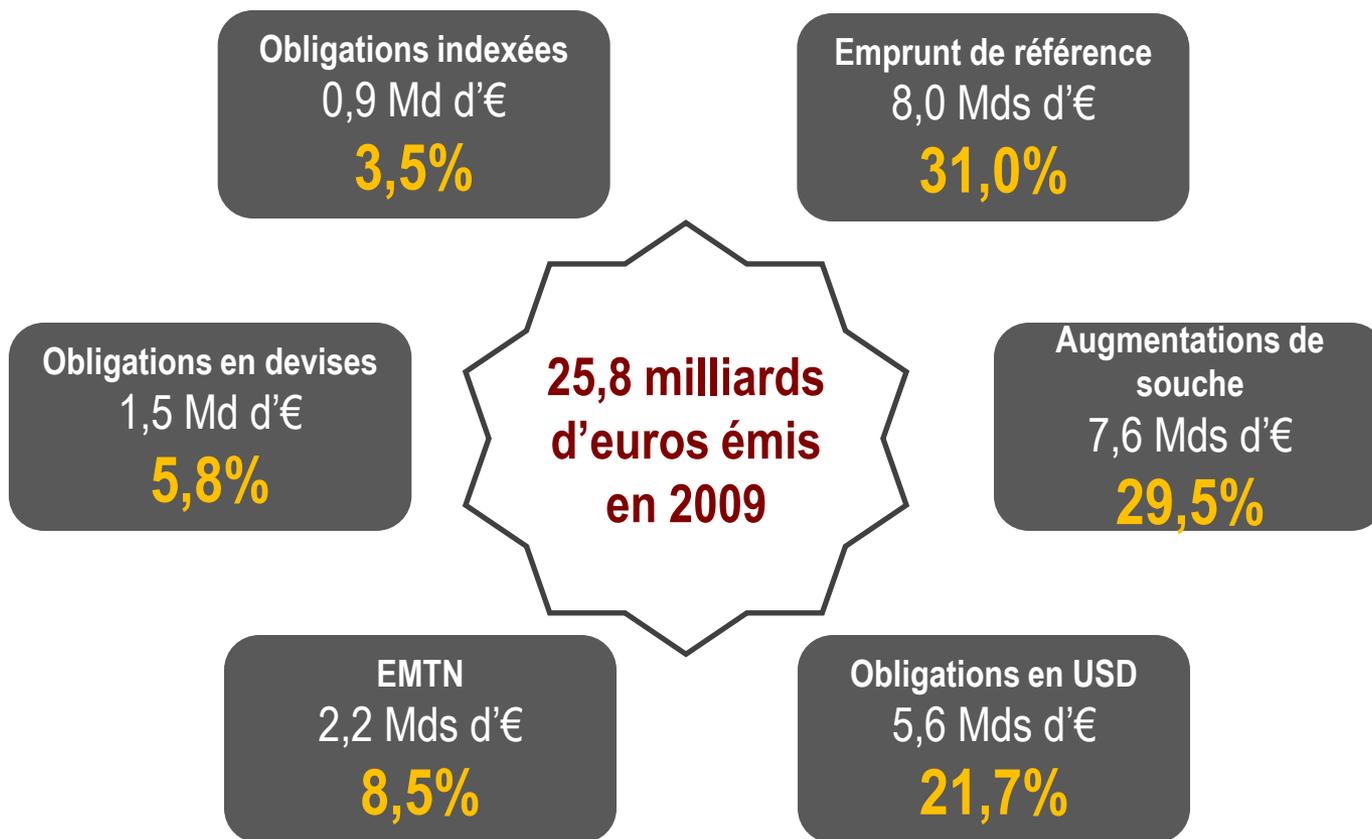
En Mds d'€	2007	2008	2009
Dette reprise	-	10,0	17,0
Total de ressource perçue	5,7	6,0	8,0
Capital amorti	2,6	2,9	5,2
Intérêts payés	3,1	3,1	2,8
Situation nette fin de période	73,0	80,1	91,9

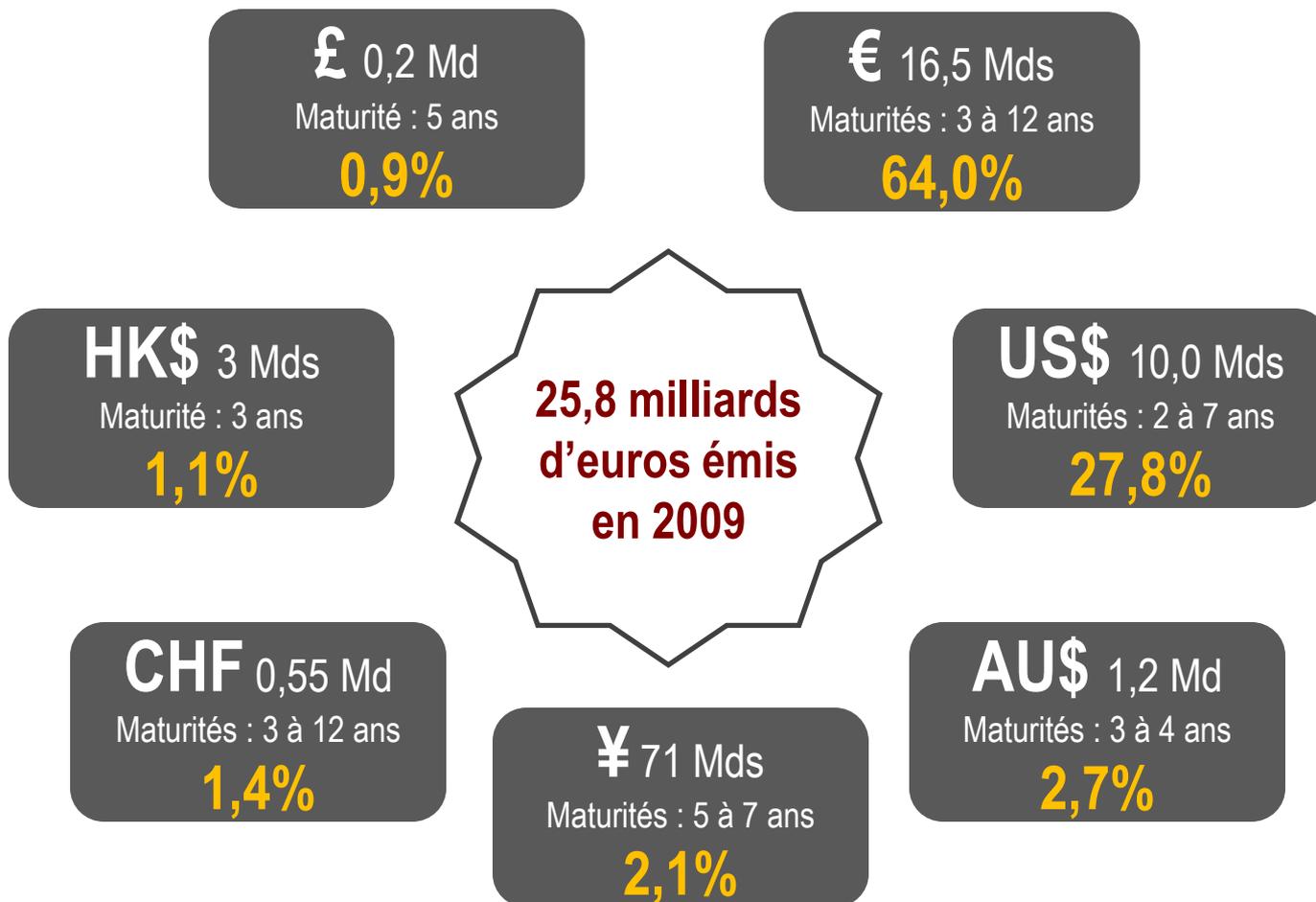


➔ 20% de volume supplémentaire d'émissions par rapport à 2004/2005, doublement du nombre d'opérations

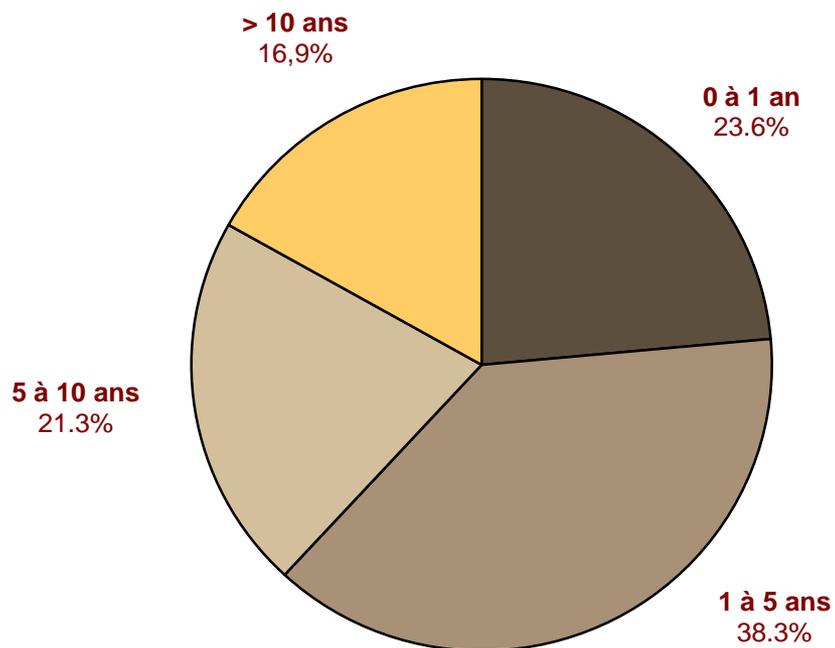
	Annoncé ↓	Réalisé ↓	
Emprunts en Euro (2012, 2015 et 2020)	9 - 15 Mds (3-5)	8 Mds (3)	} Euro: 16,5 Mds
Abondements (2012,2016,2017,2019,2020 et 2021)	1 - 2 Mds (2-4)	7,6 Mds (7)	
Emprunts indexés (i2019)	0,5 - 1,5 Mds (1-3)	0,9 Mds (1)	
Emprunts en Dollar (2011,2012,2014)	2,4 - 3,9 Mds (3-5)	5,56 Mds (6)	} Devises: 9,3 Mds
Emprunts en autres devises (CHF, JPY,GBP AUD)	0,9 - 2,4 Mds (2-6)	1,54 Mds (8)	
Placements privés (USD, AUD et HKD)	1 - 2 Mds (10-20)	2,16 Mds (9)	
TOTAL MLT	14,8 - 26,8 Mds	25,8 Mds (34)	
Encours de titres à court terme (au 31/12/2009)	18,3 - 6,3 Mds	9,9 Mds (773)	
	33,1 Mds	35,7 Mds	

(x) : nombre d'émissions réalisées

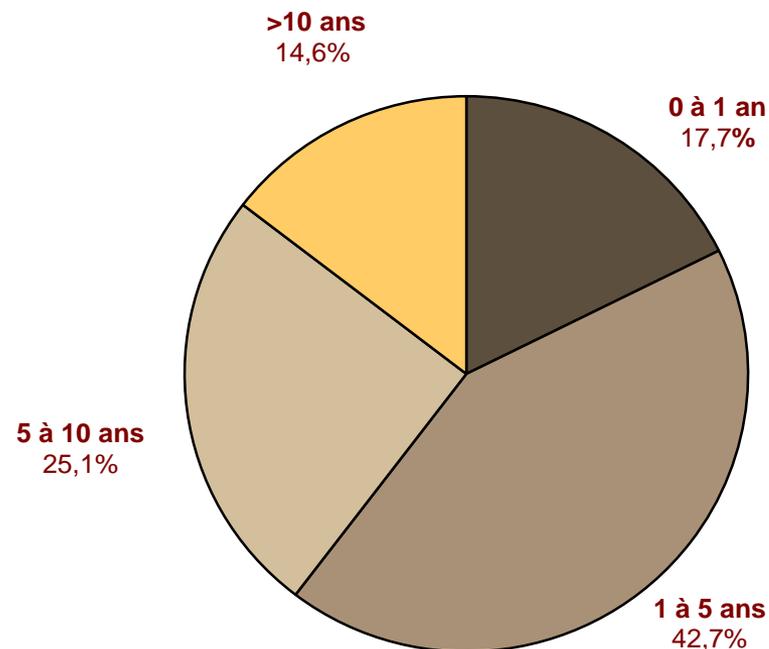




Au 31/12/2008

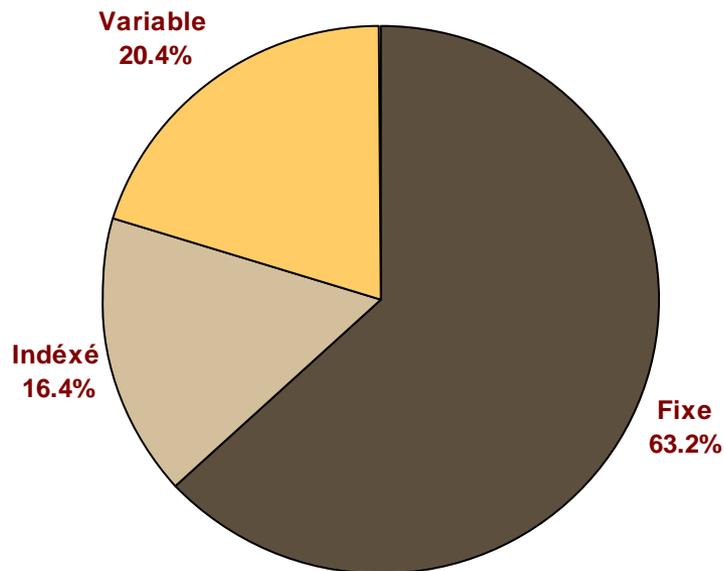


Au 31/12/2009

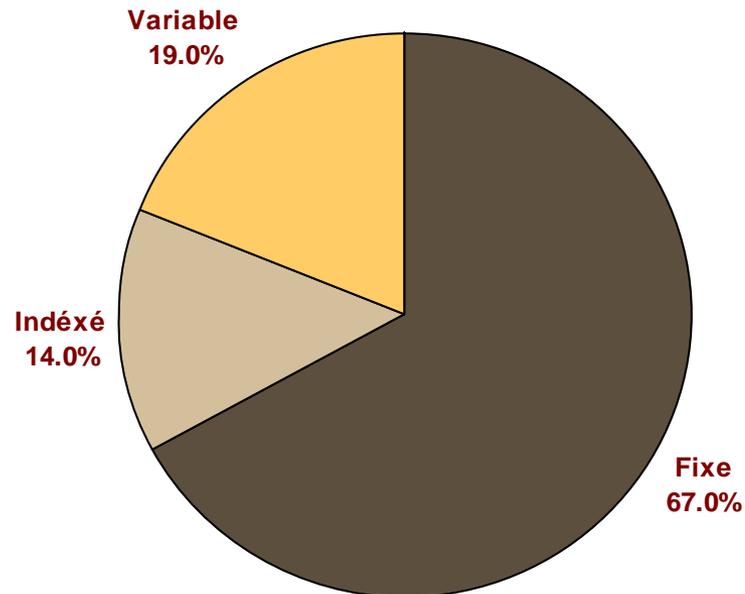


➔ Stabilité de la structure d'endettement, baisse de l'endettement à court terme

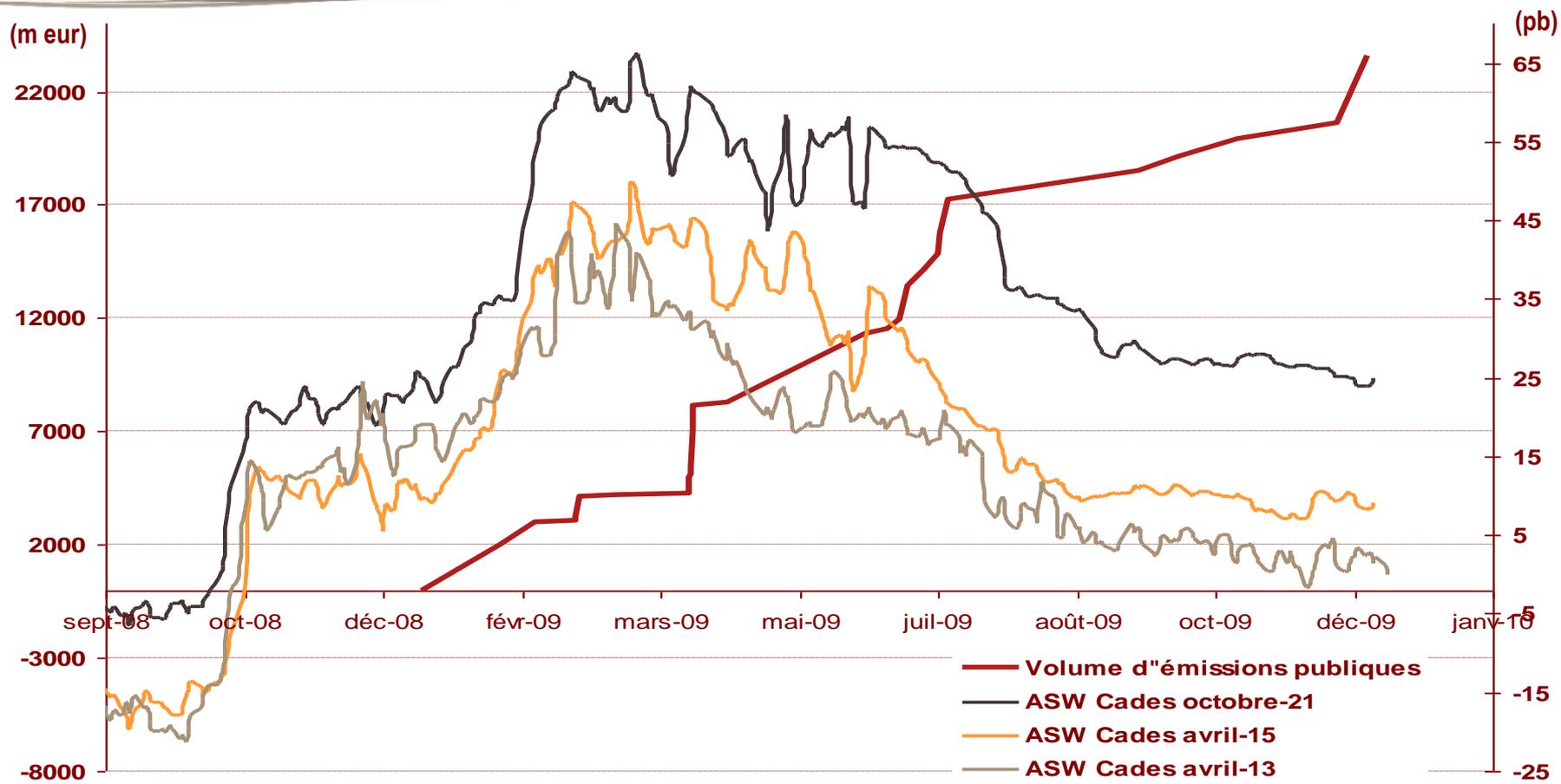
Au 31/12/2008



Au 31/12/2009



➔ Plus de taux fixe à des niveaux historiquement bas



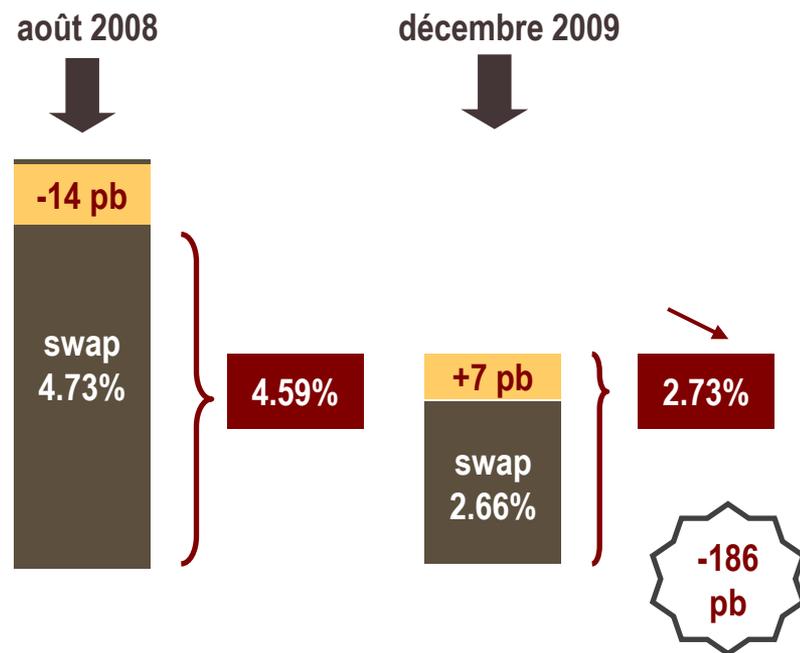
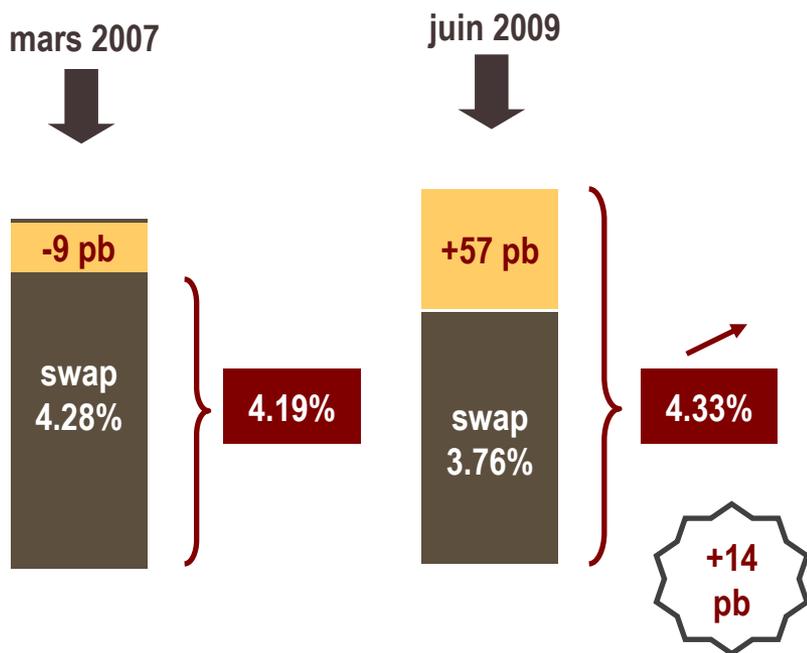
➔ Les 2/3 du programme réalisés à partir du mois de juin

Emprunt à 10 ans

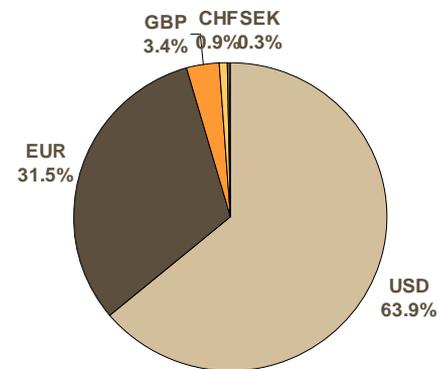
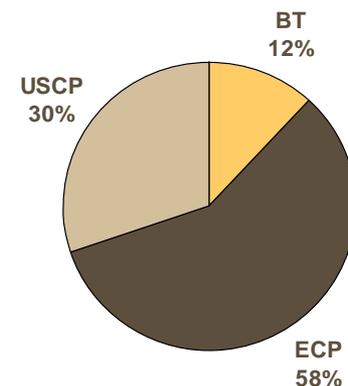
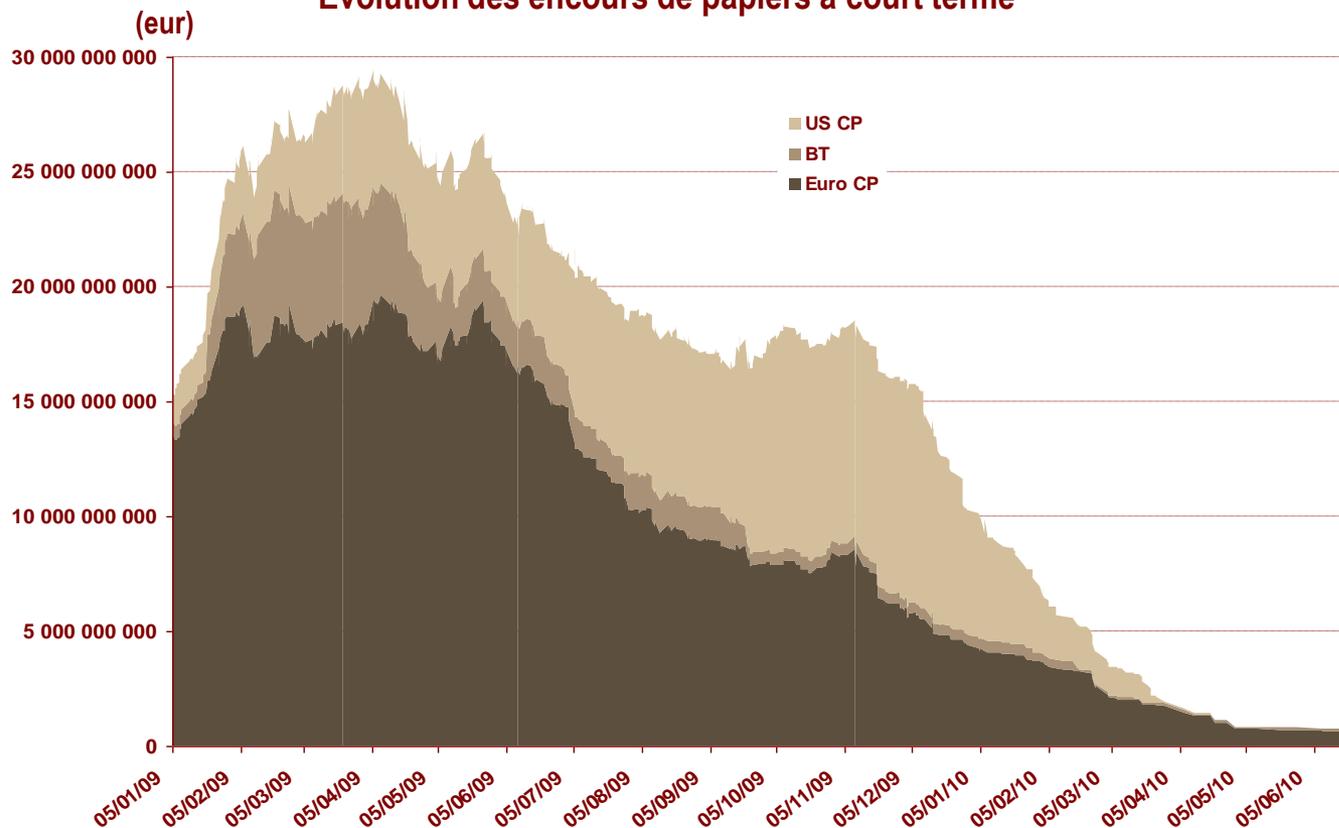
Emprunt à 5 ans

Avant la crise / au plus bas de l'appétit pour le risque

Avant la chute de Lehman / après l'intervention des banques centrales

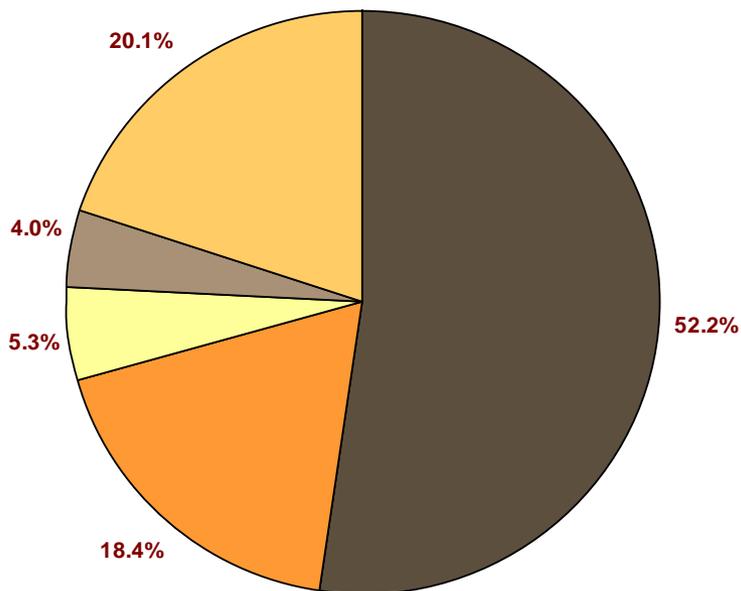


Evolution des encours de papiers à court terme

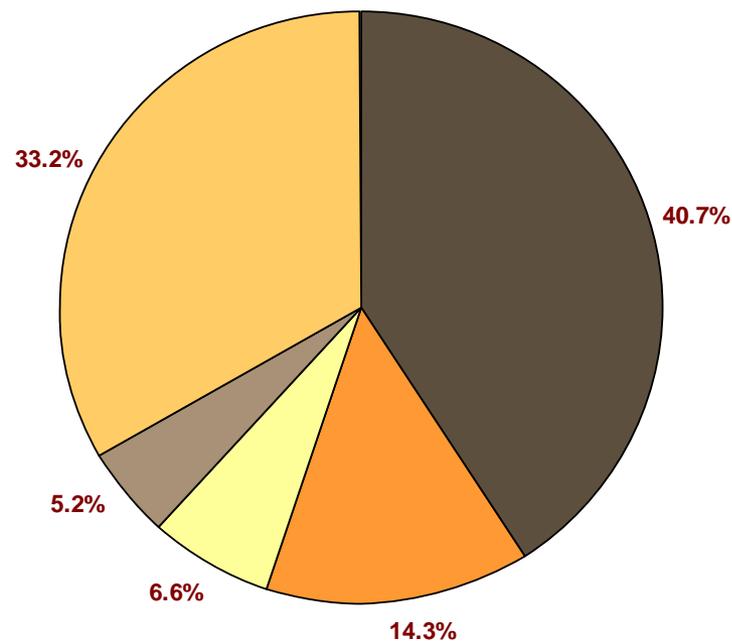


➔ Volume d'émission 61 Mds, durée moyenne 112 j, taux moyen 0,76%, eonia -0,07%, euribor-0,74%

Depuis 2004

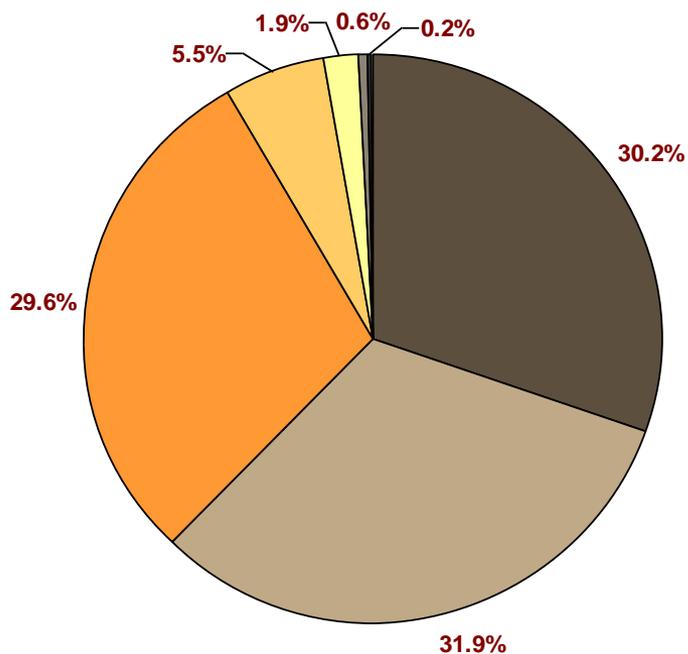


En 2009

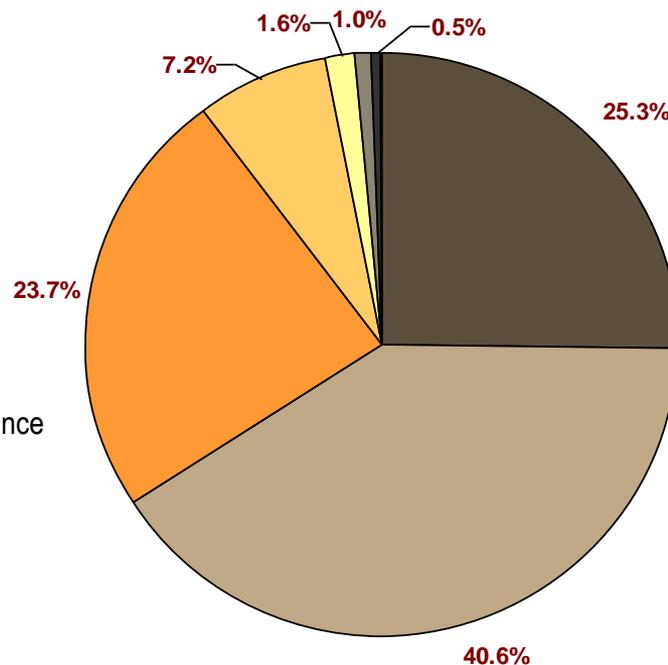


➔ Retour des investisseurs domestiques, léger recul de la participation asiatique

Depuis 2004



En 2009



➔ Plus de banques (ALM, Portefeuilles d'investissement, trésorerie), moins de banques centrales

	En Mds d'€
Total de dette votée	137,4
Dette reprise	134,6
Total de ressource perçue (i)	69,5
Capital amorti	42,7
Intérêts payés	26,8
Situation Nette estimée fin 2009	91,9
Objectif d'amortissement annuel voté dans LFSS 2010 : 5 Mds €	

Source : CADES

(i) Y compris €0,5 Md pour le total des cessions du patrimoine immobilier



Conférence de presse

Sommaire

- ▶ **La CADES en 2009**
 - ▶ Rappels sur la CADES
 - ▶ Une crédibilité reconnue
 - ▶ La situation de la CADES au 31/12/2009
 - ▶ Le financement en 2009

- ▶ **La CADES en 2010**
 - ▶ Les mesures votées dans la LFSS pour 2010
 - ▶ La comparaison entre 2009 et 2010
 - ▶ Le programme pour 2010

- ▶ **Annexes**
 - ▶ La CADES : un établissement public national
 - ▶ Évolution du taux de refinancement
 - ▶ Tableau des chiffres clés
 - ▶ Organigramme de la CADES
 - ▶ Contacts

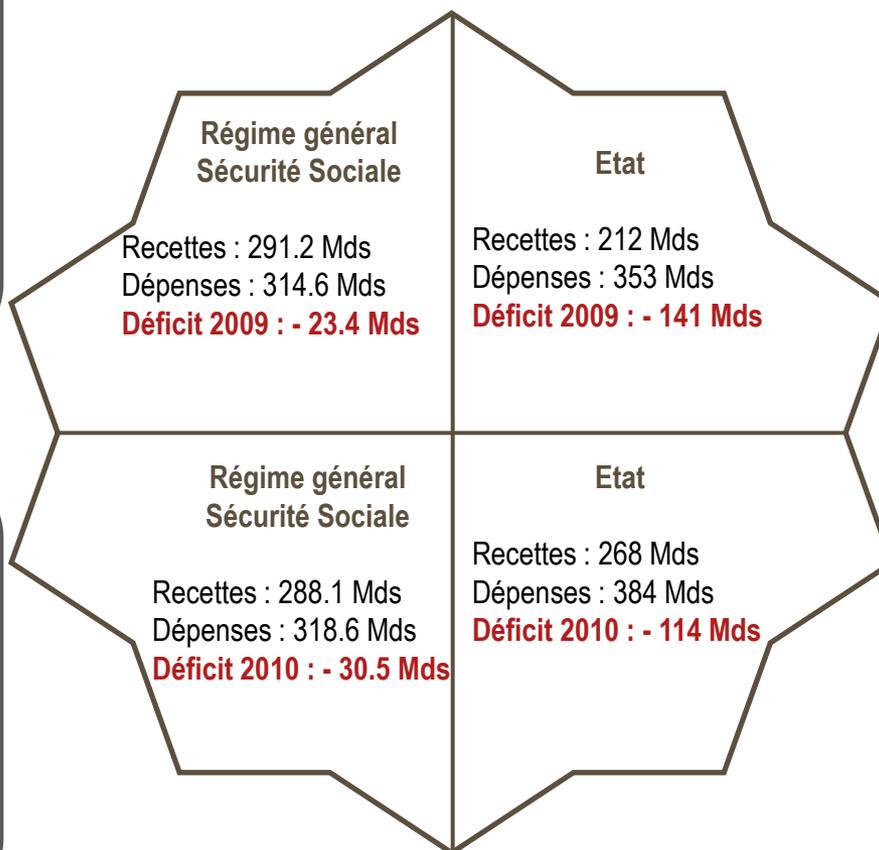
- ▶ Augmentation du plafond de découvert de l'ACOSS : 65 Mds €
- ▶ Objectif d'amortissement de la CADES pour 2010 : 5 Mds €
- ▶ Mesures relatives aux prélèvements sociaux :
 - ▶ Plus-values mobilières soumises aux cotisations sociales dès le premier euro
 - ▶ Fin de l'exonération dont bénéficiaient certains contrats d'assurance-vie en cas de décès du bénéficiaire
 - ▶ Mesures diverses sur les retraites « chapeau »
- ▶ Création d'une commission parlementaire début 2010, remise des conclusions en juin pour intégration dans le PLFSS 2011

LFSS pour 2009

- ▶ Objectif rectifié d'amortissement de la CADES : 5,1 Mds d'€
- ▶ Reprise de dette par la CADES en 2009 : 27 Mds d'€
- ▶ Plafond de découvert de l'ACOSS : 29 Mds d'€

LFSS pour 2010

- ▶ Objectif d'amortissement de la CADES : 5 Mds d'€
- ▶ Reprise de dette par la CADES en 2010 : 0
- ▶ Plafond de découvert de l'ACOSS : 65 Mds d'€



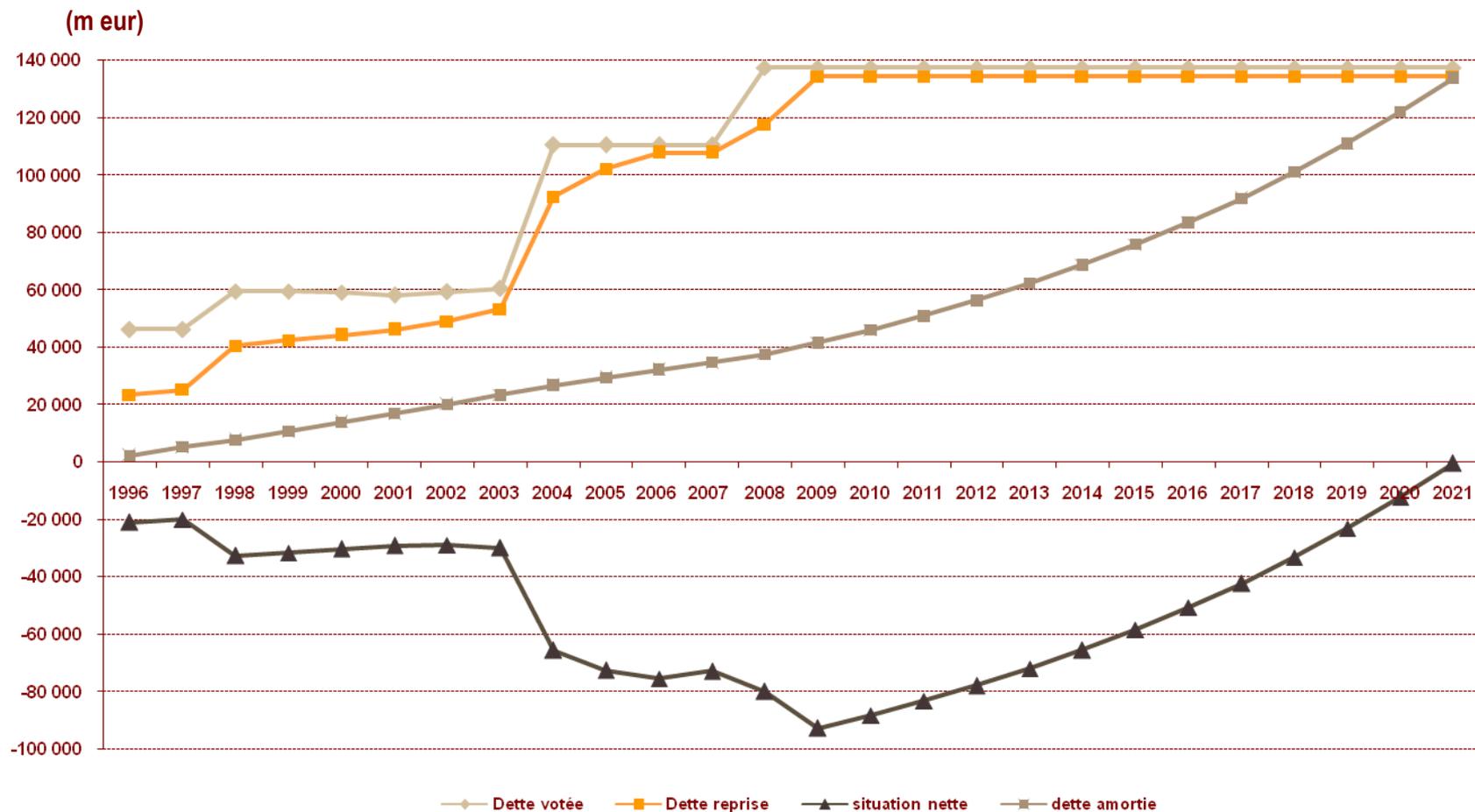
LF 2009 (+ LFR 2009)

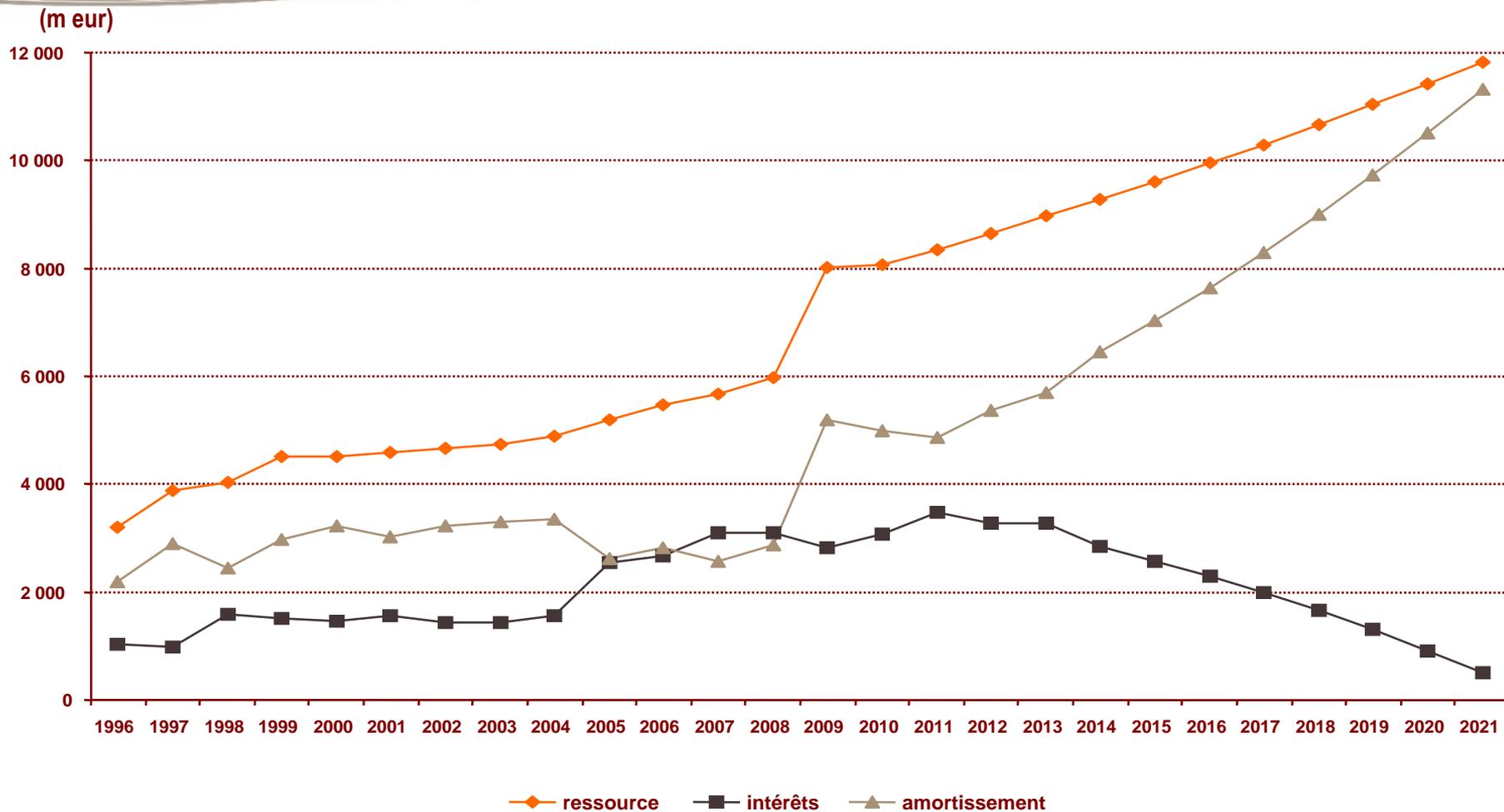
- ▶ AFT* : Plafond de la variation nette de la dette négociable de l'Etat à plus d'un an : 44,7 Mds d'€

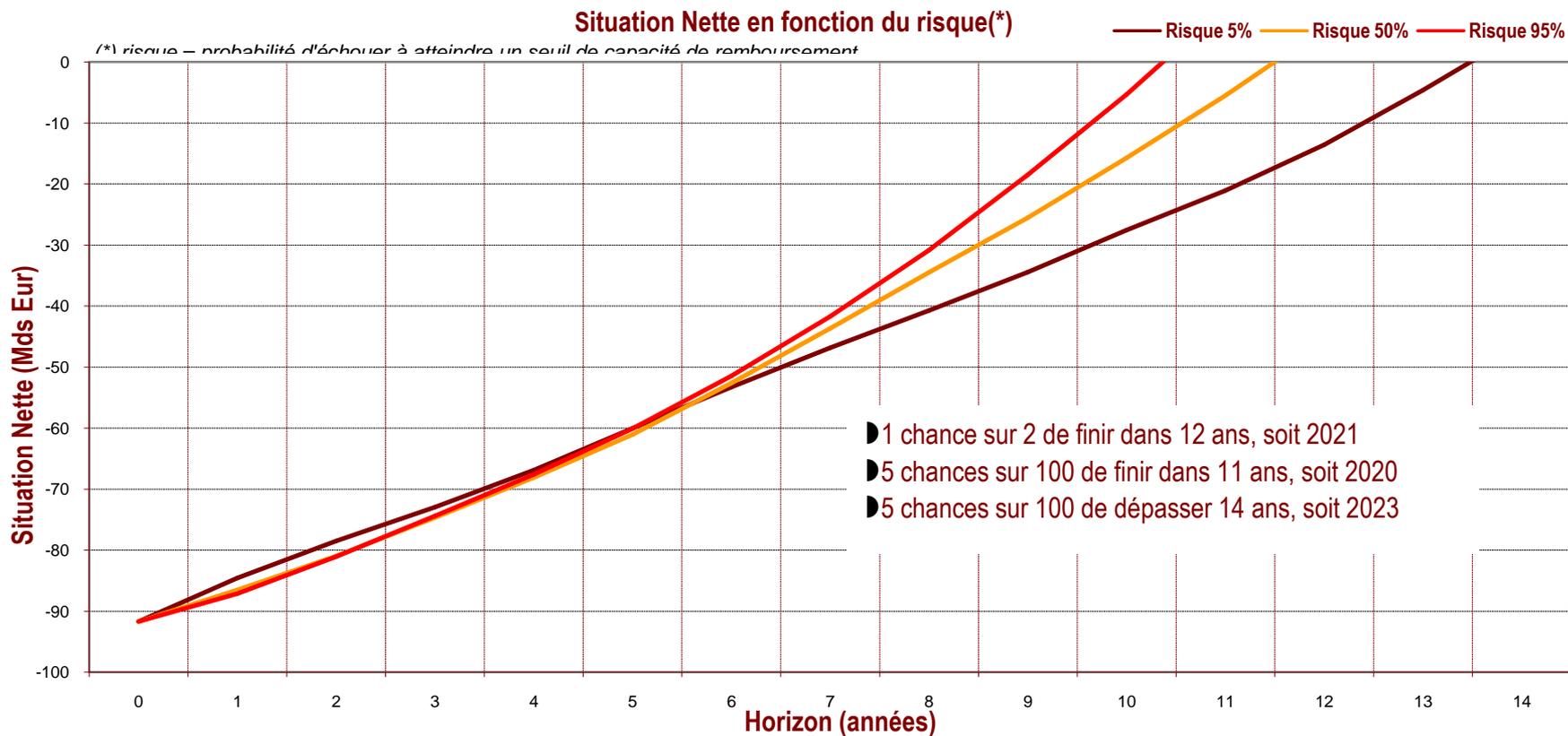
LF 2010

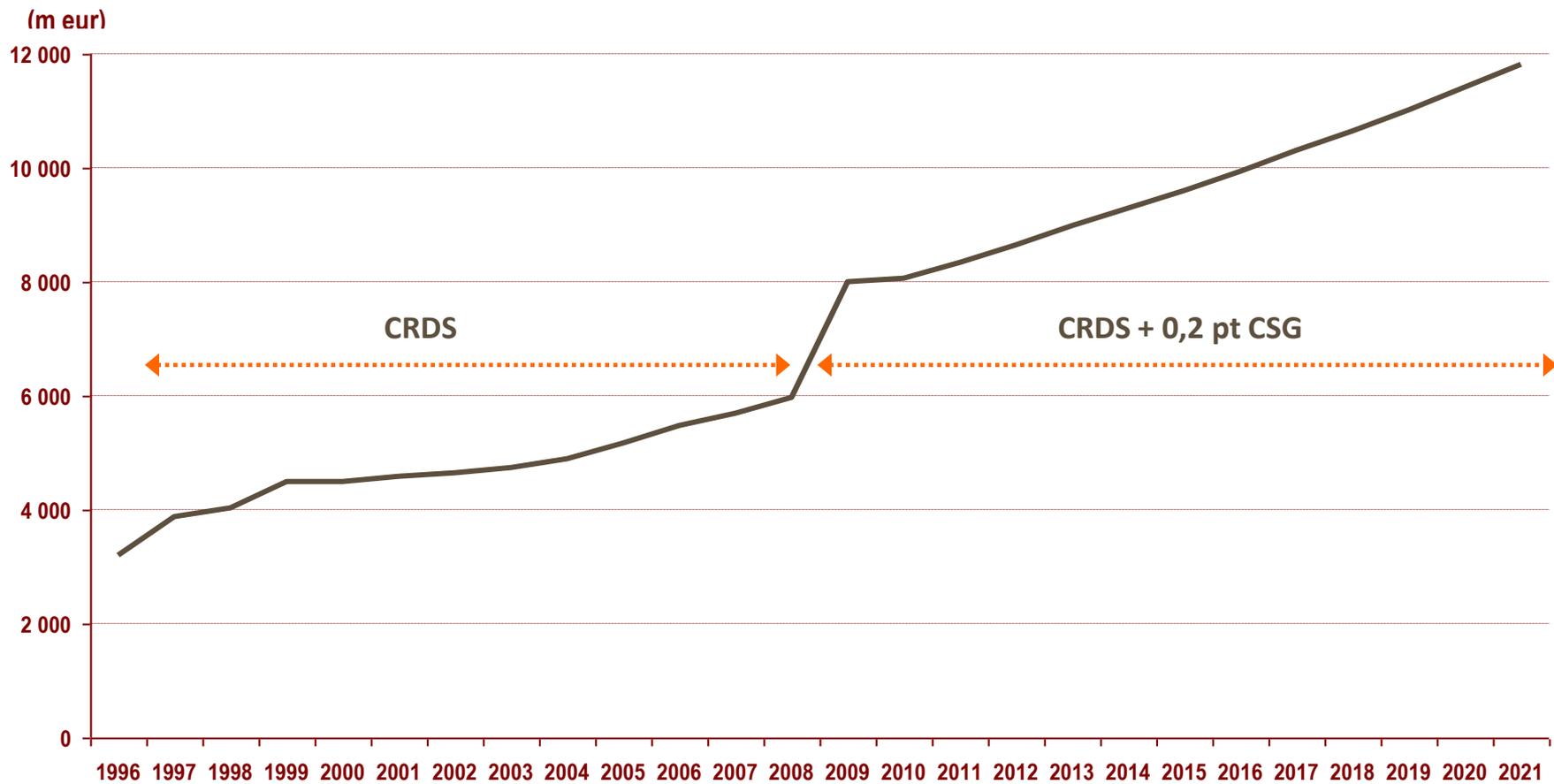
- ▶ AFT* : Plafond de la variation nette de la dette négociable de l'Etat à plus d'un an : 83,1 Mds d'€

La dette votée, reprise et amortie après la reprise de dette









Estimation des besoins de financement pour 2010

En Mds d'€

Echéances titres à CT	10
Echéances de titres à MLT	7
Paiement des intérêts	3,1
Réserve de liquidités	3,0

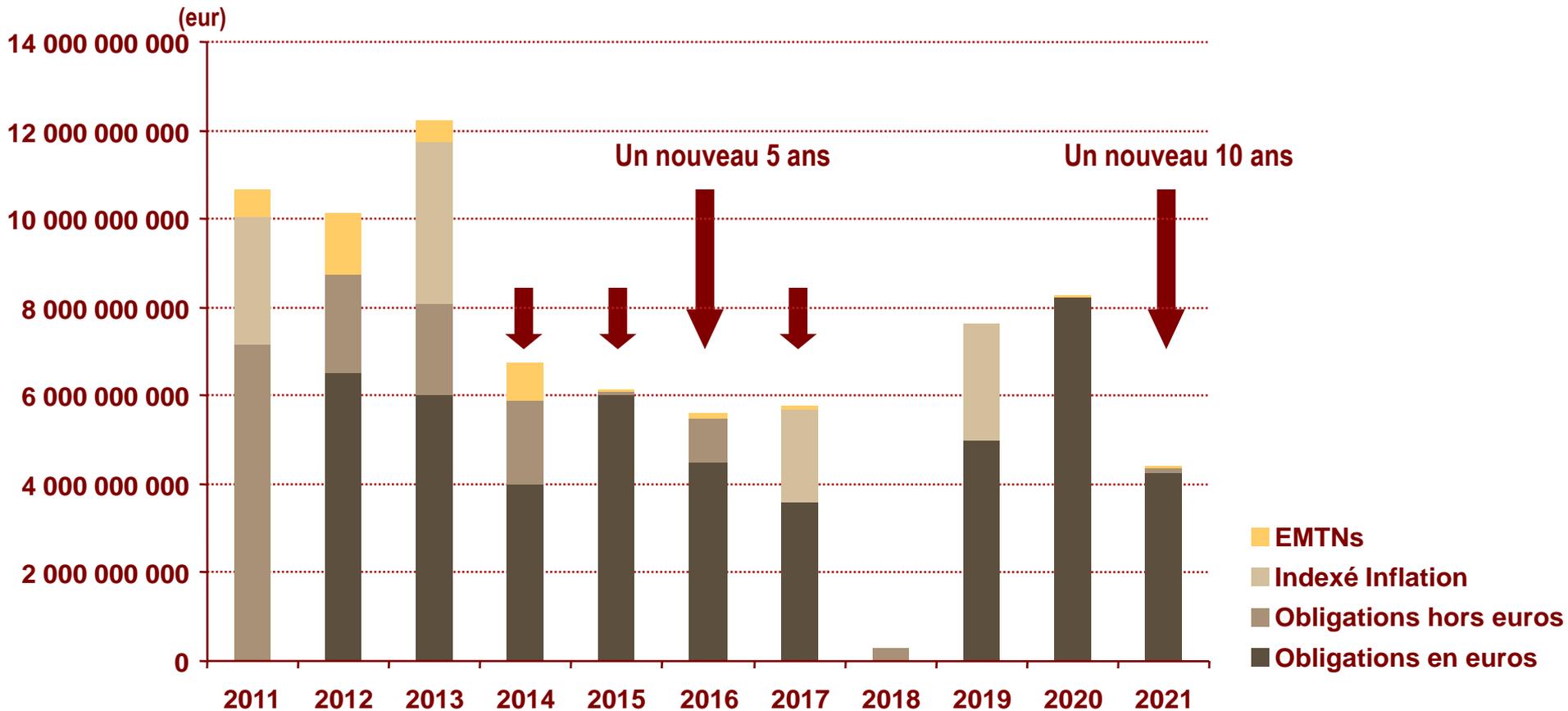
Ressource	8,1
Besoin de financement	15



➔ L'essentiel des besoins de trésorerie se concentre au début du second semestre



(x) : nombre d'émissions réalisées





Conférence de presse

Sommaire

- ▶ **La CADES en 2009**
 - ▶ Rappels sur la CADES
 - ▶ Une crédibilité reconnue
 - ▶ La situation de la CADES au 31/12/2009
 - ▶ Le financement en 2009

- ▶ **La CADES en 2010**
 - ▶ La LFSS pour 2010
 - ▶ La situation de la CADES
 - ▶ Le programme pour 2010

- ▶ **Annexes**
 - ▶ La CADES : un établissement public national
 - ▶ Évolution du taux de refinancement
 - ▶ Tableau des chiffres clés
 - ▶ Organigramme de la CADES
 - ▶ Contacts

- ▶ Définition juridique : personne morale de droit public agissant dans les limites d'une compétence spéciale

- ▶ Soumis par principe au champ d'application du droit public qui entraîne diverses prérogatives :
 - ▶ Le fait d'échapper aux procédures de faillite ou de liquidation judiciaire
 - ▶ Durée illimitée de l'établissement (suppression par un texte de même niveau)
 - ▶ Le pouvoir de prendre des décisions exécutoires qui s'imposent aux autres sujets de droit sans qu'il soit besoin de recourir au juge

- ▶ Textes réglementaires :
 - ▶ Décret 53 -1227 du 10 décembre 1953
 - ▶ Instructions 96 -011- M91 du 1er février 1996 et 02- 037- M91 du 30 avril 2002
 - ▶ garantie de liquidité - Loi n°2001-692 du 1er août 2001
 - ▶ garantie de solvabilité – Loi n°80-539 du 16 juillet 1980

Evolution du taux de refinancement

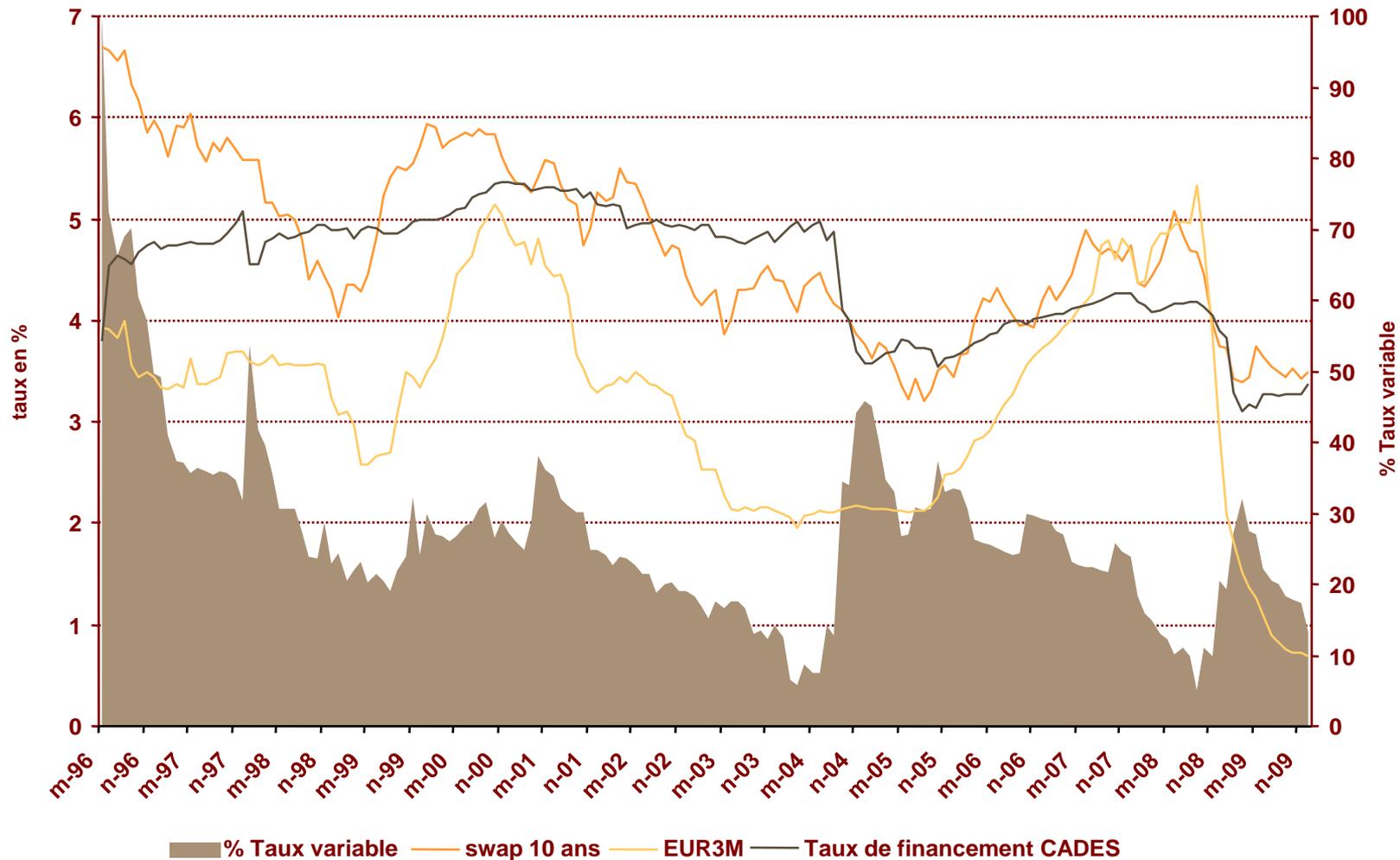
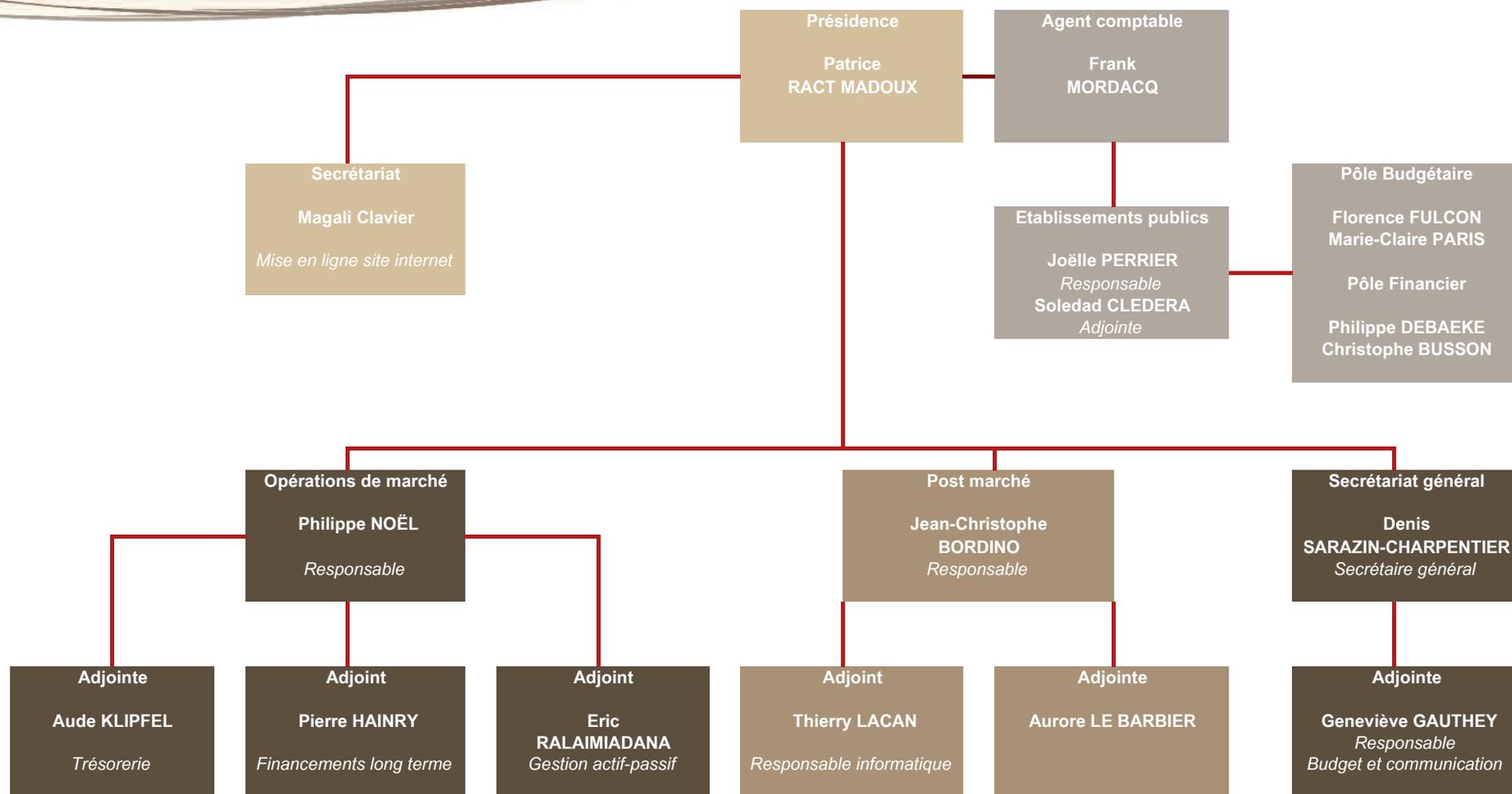
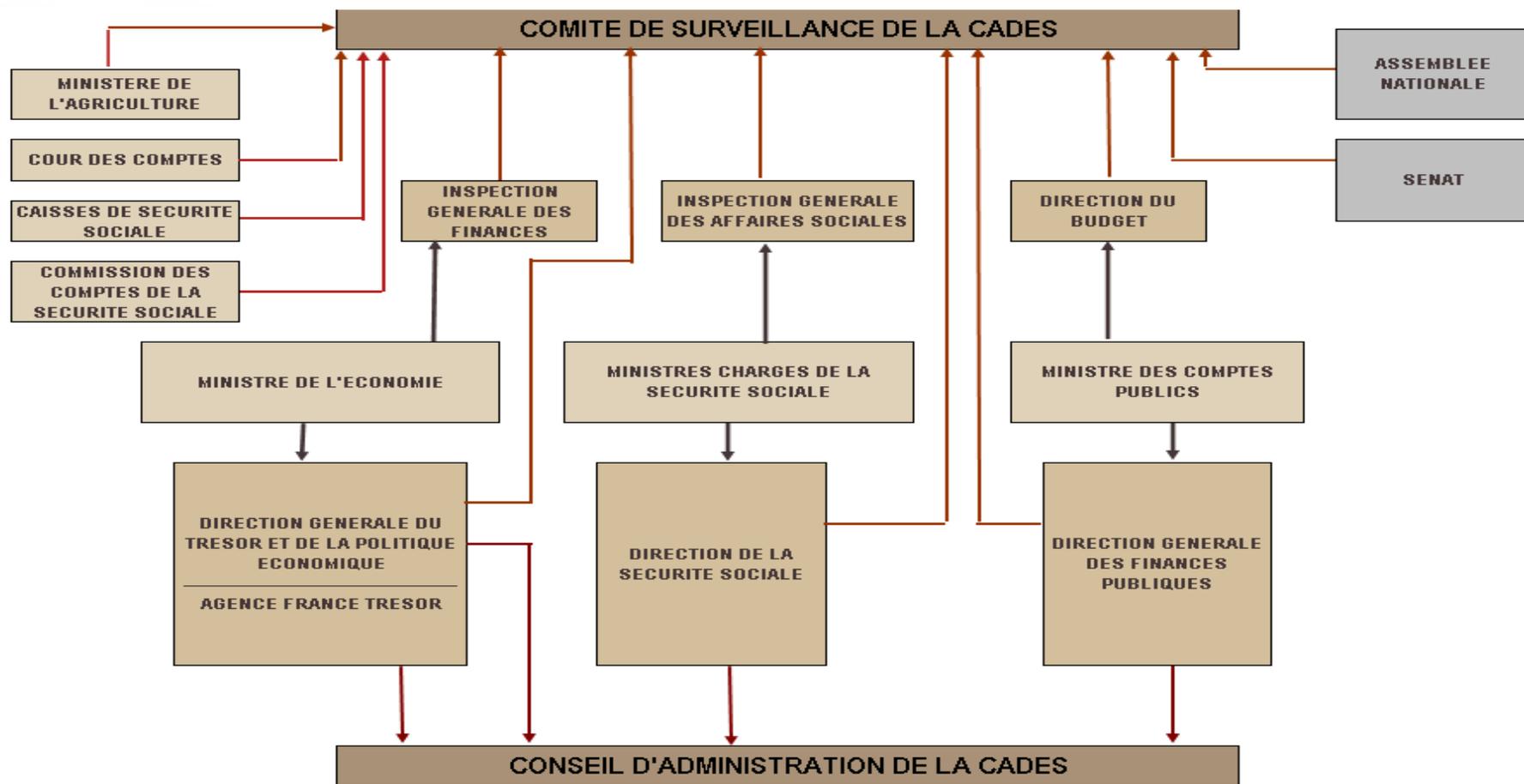


Tableau des chiffres clés

	versement traduit en report à	versement CANAM	versement selon LFSS	Hors-bilan Etat	Hors-bilan SS	versement etat	Dettes votée	Dettes reprises	versement interets s/emprunts	ressources (CRDS +CSG+	résultat	situation nette	estimation de la dette amortie	estimation de la dette amortie
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
				24 773										
1996	20 886	457		22 867		1 906	46 116	23 249	1 027	3 211	-179	-21 065	2 184	2 184
1997				20 962		1 906	46 116	25 154	976	3 883	1 001	-20 063	5 091	2 907
1998	13 263			19 056		1 906	59 379	40 323	1 590	4 034	538	-32 788	7 535	2 444
1999				17 150		1 906	59 379	42 228	1 524	4 504	1 074	-31 713	10 515	2 980
2000				14 818		1 906	58 952	44 134	1 462	4 688	1 138	-30 393	13 741	3 226
2001				12 000		1 852	57 986	45 986	1 560	4 581	1 169	-29 224	16 762	3 021
2002				9 000	1 283	3 000	59 269	48 986	1 433	4 660	227	-28 997	19 989	3 227
2003			1 283	6 000	1 097	3 000	60 366	53 269	1 432	4 728	-987	-29 984	23 285	3 296
2004	35 000		1 097	3 000	15 000	3 000	110 366	92 366	1 554	4 899	-752	-65 736	26 630	3 345
2005	6 610				6 700	3 000	110 366	101 976	2 548	5 181	-367	-72 713	29 263	2 633
2006	5 700						110 366	107 676	2 664	5 479	2 815	-75 598	32 078	2 815
2007	-65						110 366	107 611	3 103	5 681	2 578	-72 955	34 656	2 578
2008	10 000						137 366	117 611	3 095	5 980	2 885	-80 070	37 541	2 885
2009	17 000						137 366	134 611	2 818	8 006	5 188	-91 882	42 729	5 188
2010							137 366	134 611	3 071	8 068	4 997	-86 885	47 726	4 997
Total	108 394	457	2 380	0	0	23 380	137 366	134 611	29 857	77 583	21 327	-86 885	47 726	47 726

Organigramme de la CADES







Contacts



15 rue Marsollier
75002 Paris

 +33 1 55 78 58 00

www.cades.fr

actifin

76-78 rue Saint Lazare
75009 Paris

www.actifin.fr

Président

patrice.ract-madoux@cales.fr

Opérations

philippe.noel@cales.fr

pierre.hainry@cales.fr

aude.klipfel@cales.fr

Communication

genevieve.gauthey@cales.fr

Relations Presse

Charlène Masson

cmasson@actifin.fr

 +33 1 56 88 11 28